

Un journaliste de l'AFP passé à tabac par les forces de police

C.M

Lors de la manifestation publique organisée par les partis politiques de l'opposition, les candidats et l'Union sacrée pour la patrie, non seulement les bombes lacrymogènes ont fusé de partout, mais en plus les journalistes, qui jouissent d'une neutralité en pareille circonstance, ont été littéralement agressés. Les forces de l'ordre, qui ont pris l'habitude de tabasser les populations, s'en sont pris à un confrère, Jean Rovys Dabany, reporter télé de l'Agence France Presse (AFP) et un journaliste de RTN. Et il s'en est fallu de peu pour qu'il perde sa colonne vertébrale. Au quartier Ancienne Sobraga où devait se dérouler une marche annoncée pacifique, les policiers se sont armés comme lors de grands moments de guerre. En effet, ils croyaient affronter des terroristes. Selon le récit de la victime, ce sont six à sept policiers qui ont fini les semelles de leurs brodequins sur lui. Ravagés par un sen-



Le journaliste de l'AFP, Jean Rovys Dabany, sur le lit de l'hôpital, victime de l'atrocité des forces de l'ordre.

timent antipatriotique, leur harcèlement contre leurs compatriotes en fait foi, les policiers et autres militaires n'ont pas eu le muscle léger sur le corps frêle du journaliste. Et pourtant, quelques mois plus tôt, ces mêmes policiers ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur « la

liberté d'expression et la responsabilité sociale dans le cadre du processus électoral ». Jean Rovys Dabany était en plein exercice de son métier, consistant à couvrir des événements pour informer le grand public. Quant aux policiers, on ne peut pas en dire autant. En principe, ils

sont chargés d'assurer l'ordre. Au lieu de cela, ils ont assuré le désordre, tabassant même les journalistes qui sont normalement neutres, ni pro-régime, ni pro-opposition. Ce qui, d'ailleurs, les met parfois entre deux feux. Et dans une déclaration lue à Gabon Télévision, le ministre de l'Intérieur a minimisé ces agressions contre les journalistes, disculpant ses hommes et accusant le journaliste de n'avoir pas de marque identifiable. Le journaliste a vite fait de corriger cette mauvaise appréciation de Pacôme Moubelet Boubeya : « Je ne me reconnais pas dans la version officielle délivrée par le ministre de l'Intérieur sur le traitement que les forces de l'ordre cagoulées m'ont infligé. J'ai été molesté, copieusement tabassé, et menotté. Et je rappelle que j'avais ma camera avec bonnette AFPTV et donc facilement identifiable ». Tout est dit. Le secrétaire de l'AFPTV s'est rendu dans un hôpital où il a été pris en charge. Il soigne ses plaies à domicile. Ainsi va l'Etat de droit. ■